



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

L'Europe de la prospérité
L'Europe sociale
L'Europe des travailleurs
L'Europe de la paix



ILS MENTENT TOUS !

■ Le 20 Mai, à l'initiative du P.S, dans le cadre de la campagne pour Fabius, les partis socialistes européens réunis à Paris, ont lancé un "appel aux travailleurs" dans la perspective des élections du 18 juin :

"L'enjeu de cette élection est clair : promouvoir un avenir de progrès économique, de justice sociale, de renouveau de l'emploi et d'égalité des chances, dans une Europe, terre de liberté et de démocratie." "Nous n'acceptons pas la remise en cause des droits des salariés et de la protection sociale, le recul des services publics, la précarisation des statuts, le chômage de masse."

Autrement dit, c'est un avenir radieux ou du moins de progrès pour nos conditions de vie qui nous est promis.

Les ouvriers ont appris à se méfier des promesses de la bourgeoisie. Mais au delà de la méfiance, c'est une certitude que nous devons avoir : tout cela n'est que mensonge !

**DANS TOUS LES PAYS EUROPEENS,
UNE SEULE PERSPECTIVE : ENCORE PLUS
DE CHOMAGE ET DE MISERE POUR LES OUVRIERS**

Quelle est la réalité qui se cache derrière ? Un possible progrès économique ?

Certainement pas, au contraire. Si aujourd'hui les différentes bourgeoisies d'Europe sont obligées de rationaliser leur organisation économique, ce n'est

pas parce qu'elles seraient subitement prises d'un élan généreux pour la classe ouvrière et de la possibilité tout aussi subite à développer de nouvelles capacités de production et de vente. C'est parce que, derrière le mensonge de la croissance actuelle et de la bonne santé de la Bourse se cache une difficulté de plus en plus aiguë, pour toutes les bourgeoisies nationales, à vendre leur production sur un marché mondial de plus en plus saturé. Il s'agit donc, pour les différentes bourgeoisies européennes, qui dominent, avec les USA et le Japon, une des zones les plus industrialisées du monde, de s'organiser pour défendre leurs intérêts respectifs : "320 millions de consommateurs, 21% des exportations de la planète, 31% du PIB mondial : la mise en place d'un marché unique d'ici quatre ans devrait permettre à l'Europe non seulement de conserver sa place, mais encore d'accroître son avance sur ses rivaux américains et japonais." (Le Quotidien de Paris)

Voilà effectivement ce que souhaite chaque bourgeoisie européenne : défendre ses positions et les améliorer.

Dans le contexte de la saturation du marché mondial, cela veut dire d'abord, pour chaque économie nationale, produire la qualité la meilleure, plus vite et moins cher que dans le pays voisin afin d'être la plus compétitive possible. Cette logique absolue du capitalisme signifie dans ce contexte,

concurrence sans cesse accrue entre nations.

Ainsi, même si les différentes bourgeoisies d'Europe s'organisent pour défendre leurs intérêts face aux américains et aux japonais, alors même que tous sont dans le même bloc occidental, cela ne supprimera pas la concurrence effrénée entre elles, au contraire. Il est impossible en effet à la bourgeoisie de se donner un cadre international qui supprimerait les frontières dans lesquelles se sont développés les intérêts de chaque capital national. De plus, le fameux "grand marché européen" ne représente aucun débouché nouveau et seuls les produits les plus compétitifs pourront éventuellement être vendus sur ce marché lui-même saturé.

Cette offensive des différentes bourgeoisies pour défendre leur système et leurs intérêts révèle clairement le caractère mystificateur de cette campagne sur la construction de l'Europe 93. Pour la classe ouvrière, il n'y a pas d'avenir radieux dans le capitalisme. Cette campagne ne vise qu'un seul but : justifier, au nom du "pari européen" une seule réalité : celle des licenciements encore plus massifs dans les secteurs qui ne résisteront pas à la concurrence, des cadences de production encore plus soutenues, des salaires encore plus bas, des conditions de vie encore plus dures pour tous et une tentative accrue de la bourgeoisie de monter les ouvriers les uns contre les autres sous prétexte de "pari" à réussir. Cela doit être une certitude absolue !

**DERRIERE L'"EUROPE 93", LE RENFORCEMENT
MILITAIRE DU BLOC OCCIDENTAL**

Là encore, tous ceux qui nous parlent de progrès vers la paix basée sur une meilleure coopération entre nations, nous mentent, puisqu'il s'agit au contraire de concurrence exacerbée. Or, nous savons, car l'histoire de la décadence du capitalisme, avec deux guerres mondiales, nous l'a amplement démontré, que l'aboutissement logique de cette concurrence est la guerre généralisée. Cela aussi doit être une certitude. La bourgeoisie, elle, le sait. Elle sait aussi que seule la résistance aux sacrifices de la classe ouvrière, sa non-adhésion aux sacrifices que demandent les Etats, l'empêchent aujourd'hui de déclencher sa solution apocalyptique. Cependant, dans ce contexte de la lutte des classes où l'une des deux devra l'emporter, la bourgeoisie poursuit inlassablement la préparation vers cette issue. Ainsi, la construction de l'Europe va aussi et surtout servir au renforcement militaire du bloc occidental.

(SUITE PAGE 2)

CHINE

**TOTALITAIRE OU "DEMOCRATIQUE", L'ETAT BOURGEOIS
EST TOUJOURS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE**

■ Depuis plus d'un mois la Chine est à la une des journaux du monde entier. La situation a beau être tendue dans les principales grandes villes du pays, il n'y en a que pour les étudiants. Et de nous montrer à longueur de journaux télévisés ces "gentils étudiants" manifestant pacifiquement pour "plus de démocratie", de "plus de liberté", "contre Li Peng", "pour Zhao Ziyang", discutant avec des militaires impassibles. Et tous les commentaires d'être faussement inquiets pour le sort de cette "jeunesse si raisonnable".

Oui, la bourgeoisie mondiale est inquiète, non pas pour le sort des étudiants qui ne représentent eux, aucun danger, mais pour l'état dans laquelle se trouve la Chine aujourd'hui et pour les répercussions que peut avoir cette situation à l'échelle planétaire.

Toutes les déclarations prudentes et mesurées faites par les Mitterrand, Bush, Gorbatchev et consorts, ne sont que des appels pour que la bourgeoisie chinoise n'utilise pas la force, pour que des solutions pacifiques soient trouvées à la situation. Les dirigeants occidentaux appellent à la modération parce que d'abord, ils savent les risques que leur ferait courir une déstabilisation du régime en place. Quand le secrétaire d'Etat, James Baker déclare : "l'instabilité en Chine n'est pas dans

l'intérêt de l'Amérique", c'est l'instabilité d'un pion important du bloc impérialiste US qu'il redoute. Ce pays est une pièce-clé du dispositif militaire occidental contre le bloc russe : son armée est fournie par les USA en armes de plus en plus sophistiquées et sur ses frontières avec l'URSS, les stations d'écoute américaines se sont multipliées ces dernières années, pour remplacer celles qui ont été perdues en Iran.

Mais la vraie peur qu'ils ont tous, c'est qu'une attitude trop dure du pouvoir ne mette le feu aux poudres car le véritable danger, en Chine comme ailleurs, c'est la classe ouvrière.

En effet, le mécontentement aujourd'hui dans ce pays est gigantesque, profond, général.

Au cours des dix dernières années la situation économique s'est considérablement dégradée et la politique "d'ouverture" et de "modernisation" mise en place par Deng Xiaoping, si elle a produit un "taux de croissance" tant vanté par tous c'est au prix d'un approfondissement considérable de la pauvreté et de la misère pour des centaines de millions de chinois, en particulier pour la classe ouvrière.

Officiellement, il y a 30% d'inflation annuelle mais en fait le chiffre est beaucoup plus important dans les villes où la liberté de marché pour les

(SUITE PAGE 5)

Sommaire

FRANCE	
• "Lutte Ouvrière": le radicalisme anti-ouvrier	p.2
• Grève à la SNCF.....	p.3
• Renault:10 gros bras.... contre les ouvriers....	p.3
• Nouvelle Calédonie.....	p.3
SITUATION INTERNATIONALE	
• Manoeuvres bourgeoises contre l'unification...	p.4
• Pologne : Solidarnosc contre les ouvriers.....	p.5
• Brésil : 2 millions d'ouvriers en grève.....	p.5
• La France aux avant-postes du bloc US.....	p.7
1889 : NAISSANCE DE LA II ^{ème} INTERNATIONALE	p.6

"FETE DE LUTTE OUVRIERE"**"L.O." TOUJOURS PLUS RADICALE
POUR MIEUX SABOTER LES LUTTES OUVRIERES**

■ Comme toujours lors sa rituelle "fête populaire, gaie, chaleureuse et toujours renouvelée", "Lutte Ouvrière" en fait l'occasion de se présenter comme une authentique organisation révolutionnaire, militante acharnée de la cause ouvrière. Plus encore cette fois-ci, au moment où mûrissent dans la classe ouvrière les enseignements à tirer des luttes de l'automne dernier, L.O. s'est offert une image particulièrement radicale et pouvait apparaître, si on croyait sur parole les discours tenus par ses militants, comme prête à faire une critique sans concession des faiblesses des luttes passées et décidée à pousser en avant les besoins des luttes aujourd'hui.

Tout ce discours, c'est celui répugnant d'une organisation caméléon, prête à toutes les pirouettes, capable d'adapter en permanence son langage et de coller aux avancées de la lutte de classe, pour mieux faire sur le terrain son sale boulot au service de la bourgeoisie. Car ce n'est pas sur ses belles paroles, mais sur ses actes, sur la pratique réelle qui a été la sienne dans la lutte des hôpitaux -tout comme précédemment dans la grève à la SNECMA et dans celle de la SNCF en décembre 86-, que la classe ouvrière doit juger L.O.

**LE VRAI VISAGE DE L.O. :
UNE PRATIQUE DE SABOTAGE SYSTEMATIQUE**

De fait, pour parler de sa propre politique concrète dans le mouvement, L.O. avait soudain des accès de timidité. Ainsi -en dehors de son stand "spécial santé" réservé aux hospitaliers-, elle préférerait visiblement dans les autres forums faire silence sur sa propre politique de mise sur pied d'une coordination tout aussi auto-proclamée que les autres (la "coordination des personnels de santé"). Et lorsqu'elle était quand même obligée d'en parler, c'était pour se justifier à n'en plus finir sur le thème "notre coordination était minoritaire", "dans ce mouvement, on n'a été même pas la 5ème, mais la 55ème roue du carrosse", pour mieux se dédouaner de toute responsabilité dans le partage du travail qui s'est opéré entre les différentes coordinations pour organiser la division, l'enfermement et le sabotage du mouvement.

Pourtant, à entendre L.O., cette fameuse "coordination des personnels de santé" aurait quand même été la preuve du combat mené par L.O. contre le corporatisme durant la lutte dans les hôpitaux, parce que L.O. y aurait bataillé "pour un mouvement unitaire de toutes les catégories de l'hôpital". Mais bien sûr L.O. oubliait de dire comment le bureau de cette coordination, le 8/10 (jour de la constitution nationale des coordinations), avait magouillé pour empêcher l'assemblée de se prononcer sur la proposition concrète d'une infirmière d'envoyer une délégation massive à l'assemblée appelée par la "coordination infirmière" avec le mandat de proposer la fusion des deux AG (1). Et quand nos voix se sont élevées pour rappeler ce fait bien concret, L.O. a commencé à révéler son vrai visage. Elle rétorquait soudain "qu'aller massivement à l'autre assemblée ça aurait fait trop de monde" et que "de toutes façons ça ne se fait pas. Il faut respecter les décisions de la coordination infirmière". L.O. savait très bien ce qu'elle faisait et derrière les arguments de "ne pas brusquer les infirmières", il n'y avait rien d'autre que la ferme intention de L.O. de ne pas remettre en cause le partage du travail entre les deux coordinations. Loin de "combattre le corporatisme et la division", le travail de L.O. tout au long de la

lutte a consisté à justifier et entretenir l'un et l'autre. !

**L.O. CHAMPION DE L'ENFERMEMENT CORPORATISTE
ET ENNEMI ACHARNE DE L'OUVERTURE DES
ASSEMBLEES**

Mais c'est surtout lorsque nous avons montré comment la véritable pratique de L.O. dans la lutte des hôpitaux -comme il y a un an dans celle de la SNECMA et en décembre 86 dans celle de la SNCF-, a été une fois de plus une politique systématique d'enfermement des travailleurs enlutte dans "leur" secteur, que les choses se sont vraiment gâtées.

Car L.O. n'aime pas qu'on rappelle en public comment elle s'est concrètement opposée à toute action de solidarité de la part et en direction de travailleurs d'autres secteurs. Elle n'aime pas qu'on dise comment c'est le bureau de L.O. qui le 15/10 faisait vider manu-militari de la salle des travailleurs non hospitaliers venus apporter leur solidarité et porteurs d'une motion appelant à l'extension de la grève dans le secteur public (1). Elle n'aime pas non plus qu'on rappelle que c'est la même politique de filtrage des assemblées et d'expulsion systématique par son service d'ordre de tout travailleur "extérieur au secteur" qui avait été la sienne durant la grève de la SNCF en décembre 86. En un mot, elle n'aime pas qu'on montre à quel point sa pratique réelle n'a rien à voir avec ce qu'elle prétend être.

**"L.O.", défenseur
des élections bourgeoises**

■ Les services rendus par L.O. à la bourgeoisie ne seraient pas complets, si celle-ci ne pouvait pas également compter sur son petit larbin pour ramener périodiquement les ouvriers sur le terrain bourgeois des élections, en apportant à celui-ci sa caution "radicale" et pseudo-révolutionnaire. Après avoir pendant des années appelé les ouvriers à jouer dans l'isoloir "Arlette au grattage/Mitterrand au tirage" au nom de "faire entendre leur voix" et de "battre la droite", "avec" puis "sans illusion"; après avoir réussi le tour de force l'an dernier d'appeler les ouvriers à abandonner la lutte pour le bulletin de vote "afin de montrer qu'ils ne sont pas dupes de la comédie électorale", l'argument choc, radical, "révolutionnaire" de L.O. cette année pour canaliser encore une fois les ouvriers vers les urnes capitalistes, c'est... l'internationalisme ! Pourquoi ce coup-ci les ouvriers devraient-ils se diriger, transformés en citoyens atomisés et dociles, vers les isoloirs ? "pour que l'Europe serve à créer des liens entre travailleurs et à retrouver une solidarité internationale dans les luttes..." et "parce que les ouvriers n'ont pas de patrie" !!

Non les ouvriers n'ont pas de patrie, ni d'Etat national à défendre et n'ont aucun intérêt qui puisse s'exprimer à travers l'arsenal démocratique de la dictature bourgeoise, lequel n'est qu'une arme de mystification contre leurs luttes, contre leur affirmation comme classe et contre leur unité. La classe ouvrière n'imposera sa solidarité internationale qu'en poursuivant sur son terrain de classe son combat pour l'unification, et qu'en se dressant contre la démocratie bourgeoise et contre tous ceux qui, comme L.O., essaient de l'enchaîner au char de la bourgeoisie.

Elle n'aime tellement pas, que, pour nous empêcher de parler, tous les moyens étaient bons et que ses réponses ont été particulièrement révélatrices.

Cela allait d'une politique de sourde oreille à des réparties comme "c'est des mensonges", "vous venez ici manger nos frites, alors taisez-vous" (sic), en passant par des magouilles du genre "interdiction pour les groupes de parler plus d'une fois" ou encore arrêt prématuré du forum sous un prétexte quelconque (2). Mais quand ils étaient acculés à devoir se justifier, c'était d'abord pour prétendre "ce n'est pas nous, c'est les participants de l'assemblée qui ne voulaient pas que des ouvriers d'autres secteurs participent". Car cette racaille non seulement fait ses saloperies dans le dos des ouvriers (c'est le président du bureau, éminent membre de L.O., qui en préalable à la réunion, avait fait expulser les "non hospitaliers") mais elle en accuse les ouvriers ! Ensuite on a eu droit à des réponses du genre "c'était utopiste d'appeler à l'extension aux autres secteurs, il fallait d'abord faire l'unité dans la santé", discours classique de justification du corporatisme et que les syndicats, les gauchistes et tous les saboteurs professionnels de la lutte servent toujours et de préférence justement quand les risques d'extension sont particulièrement grands. L.O. était bien placée pour savoir -comme elle l'a déclaré elle-même après coup dans sa presse- qu'"il y avait des potentialités d'élargissement à tout le secteur public" : son boulot concret avait consisté à empêcher qu'elles ne se réalisent.

L.O. CONTRE LA PRISE EN MAINS DES LUTTES

Mais L.O. dans ses diverses justifications allait aussi montrer comment sa politique réelle, c'est le sabotage de la prise en charge de la lutte par les assemblées et à quel point elle est pour des AG "démocratiques" à condition que chacun se taise et laisse faire le bureau. Ainsi quand nous avons dénoncé la manière dont systématiquement L.O. a magouillé pour empêcher que les assemblées convoquées par la coordination ne se prononcent clairement sur des motions proposées "par la base", on s'est vu répondre : "les motions on s'en fout", ou encore, s'adressant à un de nos camarades infirmiers : "si tu avais quelque chose à dire, tu n'avais qu'à te faire élire au bureau au lieu de faire des motions". Car pour L.O. ce n'est pas l'A.G. qui est souveraine et qui décide comment mener la lutte, c'est le "bureau", le "comité de grève", tout ce qu'on voudra, pourvu que l'A.G. obéisse, ferme sa gueule et reconduise le bureau au moment où on le lui demande, histoire de "faire démocratique". La CGT ne fait pas mieux. Comme l'avouait un militant de LO dans un de nos forums : "tout ce que vous dites c'est bien joli, mais c'est des trucs à être minoritaires et nous on préfère prendre la direction de la lutte". Au même titre que la "LCR" qui de son côté avouait : "pour prendre la direction du mouvement, il fallait mettre en avant des revendications spécifiques aux infirmières", au même titre que les syndicats, dont ils sont des militants acharnés et dévoués, le but des apprentis bureaucrates de L.O. c'est d'encadrer les travailleurs en lutte, de prendre le contrôle du mouvement, afin de l'orienter sur la voie de la défaite et d'empêcher que ne soient discutés et pris en charge par les assemblées les véritables besoins du combat.

* * *

Les contorsions et les pirouettes de L.O. qui ne craint pas de se contredire d'un jour sur l'autre, qui défend les syndicats tous les jours et qui les dénonce quand les ouvriers sont en train de les déborder, qui appelle à faire des coordinations et qui crache dessus quand le vent tourne, qui justifie le corporatisme un jour et qui une fois la lutte défait proteste avec vigueur de son "anti-corporatisme", qui dénonce régulièrement la gauche et le piège électoral "en général" et qui dès que la classe dominante ressort ses urnes, appelle les ouvriers à abandonner la lutte pour l'isoloir, tous ces zigs-zags de caméléon sont ceux d'une organisation bourgeoise dont la phraséologie radicale et la souplesse d'adaptation ne sont là que pour mieux coller au terrain, pour mieux épouser les besoins de la lutte afin de les dénaturer et conduire les ouvriers à la défaite. Ils sont tous au service d'une même politique concrète qui, elle, est invariable, cohérente et sans faille : oeuvrer activement à empêcher l'unification des luttes et leur prise en mains par les ouvriers.

PE

(1) Voir notre brochure "Bilan de la lutte des infirmières, octobre 88".

(2) Que ce soit dans les assemblées ou dans sa "fête", L.O. est toujours très "démocratique"... à condition qu'on ferme sa gueule. Ainsi aux diverses manoeuvres d'intimidation pour nous faire taire, il faut aussi ajouter que "comme par hasard" tous les forums que nous organisions étaient relegués dans un sous-bois isolé, le plus loin possible des allées où circulait le public de la fête et où par contre se tenaient les forums de L.O. et de ses divers corréligionnaires des autres sectes trotskystes. Les voix qui s'élevaient pour parler de la véritable pratique des trotskystes, L.O. n'aime pas qu'on les entende.

A.B. (25/5/89)

LES MENSONGES SUR L'EUROPE*(suite de la page 1)*

C'est Fabius lui même qui nous le dit. Il s'est clairement prononcé pour : "une conception vraiment européenne de la Défense", le développement des "unités croisées", c'est-à-dire associant les militaires des différents pays d'Europe, l'établissement de "plans communs" pour les armements et bien sûr la prévision d'une clause préférentielle pour les industries d'armement européennes, -dans lesquelles la bourgeoisie française a une place de choix à défendre-, auprès desquelles les Etats membres devraient se fournir en priorité. Et ce disant, Fabius n'est que le porte parole de sa classe.

Cette politique est déjà à l'oeuvre dans les états-majors de l'OTAN qui savent ce que pacifisme veut dire : moins d'armes, mais des armes plus "performantes". Au total, aujourd'hui, l'arsenal compterait 4600 têtes explosives. Avec les nouvelles armes, le stock prévu serait de 2700 mais pour une capacité meurtrière bien supérieure. Sans parler de l'Europe des polices, déjà très performante, mais qui sera encore améliorée et cela, bien sûr, non pas pour lutter contre la drogue, -ce n'est que la façade-, mais afin d'être prête à affronter les luttes ouvrières au niveau auquel elles tendront à se poser.

**TOUTES LES FORCES DE LA BOURGEOISIE
VEULENT NOUS ENCHAÎNER
A CETTE PERSPECTIVE !**

- le PS ment en cachant la réalité derrière les promesses de l'Europe sociale et il va s'appuyer de

plus en plus sur ce mensonge pour justifier l'ensemble de ses attaques anti-ouvrières ;

- le PCF complète perfidement le battage mensonger. Il dénonce "cette construction de l'Europe" qui "se fera sur le dos des ouvriers français" tout en les entraînant aux urnes voter pour Herzog, "pour que les intérêts des travailleurs soient respectés dans l'Europe du capital". Mais c'est au nom de la défense du capital national français, contre "la domination américaine et japonaise", pour enchaîner sournoisement les ouvriers en France aux intérêts de leur bourgeoisie, et leur faire accepter l'austérité et les attaques accrues.

- Lutte Ouvrière, jamais en reste, critique le nationalisme du PCF pour mieux à son tour appeler les ouvriers à voter pour Arlette et sa bande au nom de "L'Europe des travailleurs" afin "qu'il y ait des représentants ouvriers au parlement européen" alors que les ouvriers n'ont rien à y faire car ce n'est pas ainsi qu'ils peuvent se défendre, - et quant aux syndicats, CGT en tête, ils organisent déjà un syndicalisme de branche au niveau européen, pour être prêts dans leurs tentatives permanentes de sabotage de l'extension et de l'unification nécessaires des luttes.

L'avenir radieux de l'Europe est un mensonge auquel toutes les fractions de la bourgeoisie voudraient nous faire adhérer ! Notre seule réponse doit être : développer la lutte massive et unie de la classe ouvrière, jusqu'au niveau international et jusqu'à la destruction, enfin, du capitalisme.

GREVE A LA SNCF

AVEC LES SYNDICATS LA DEFAITE EST GARANTIE

■ Mardi 23 mai, face à la dégradation considérable de leurs conditions de travail, et malgré l'illégalité de toute grève sans préavis dans le secteur public, la colère accumulée de cheminots éclate spontanément dans les gares parisiennes. Parti de la gare de l'Est à l'initiative des contrôleurs, le mouvement se propage immédiatement aux conducteurs et va perturber, pendant deux jours, pratiquement tout le trafic du réseau Paris-banlieues.

A l'origine de cette explosion de combativité ouvrière : le problème de l'insécurité due aux agressions dont sont régulièrement victimes les contrôleurs et conducteurs de trains. En réalité, derrière cette protestation contre l'insécurité, il s'agit d'une riposte contre la baisse draconienne des effectifs, contre les 2.000 suppressions d'emplois décidées par le gouvernement et la direction de la SNCF. Bref, une riposte contre une politique d'austérité qui, d'année en année, ne cesse de s'accroître à la SNCF comme dans tous les secteurs.

TOUTES LES FORCES DE LA BOURGEOISIE
SE PARTAGENT LE TRAVAIL
POUR ETOUFFER LE MOUVEMENT

Le ras-le-bol des ouvriers en France n'est pas circonscrit au seul secteur de la SNCF. Partout, le mécontentement grandit sourdement face aux attaques croissantes du patronat et du gouvernement. Et la bourgeoisie le sait parfaitement. C'est pour cela qu'elle a mis toutes ses forces dans la bataille pour éviter que la colère des cheminots ne se propage à d'autres secteurs et ne débouche sur une riposte généralisée de toute la classe ouvrière. C'est pour cela que, une fois encore, nous avons eu droit aux grandes manœuvres de toutes les forces unies du capital pour étouffer dans l'oeuf toute possibilité d'élargissement de la grève des cheminots.

D'abord, on a vu les médias exploiter, comme d'habitude, la paralysie des transports pour aiguiser les tensions entre usagers et cheminots en développant un battage intensif sur l'impopularité de la grève, tandis que sur le terrain, les syndicats -CGT en tête- enfourchaient immédiatement le mouvement afin d'endiguer tout risque de "dérèglement incontrôlé". C'est ainsi qu'on a pu voir une CGT, plus radicale que jamais et fidèle aux orientations dégagées lors de son dernier congrès, appeler immédiatement à "l'extension" de la grève aux roullants afin de couper l'herbe sous le pied des ouvriers.

Quant aux gauchistes, malgré leur relative discrétion, ils étaient là eux aussi, aux aguets et bien déterminés, avec leurs coordinations toutes prêtes, à parer à toute tentative de débordement syndical.

C'est dans le cadre de tout ce dispositif de sabotage de la lutte que la stratégie des syndicats a d'abord consisté à focaliser la colère des cheminots sur le problème de l'insécurité dans le seul but de dénaturer une préoccupation tout à fait légitime des ouvriers. Il s'agissait en effet, pour les forces d'encadrement bourgeoises, de présenter cette lutte contre l'insécurité comme un combat spécifique aux seuls cheminots voire même aux seuls contrôleurs, alors que c'est toute la population, et notamment la classe ouvrière, qui est touchée de plus en plus par ce problème. Il s'agissait aussi et surtout d'escamoter les questions de fond : les réductions d'effectifs, l'augmentation des cadences, les salaires de misère... En un mot, toutes les préoccupations qui concernent non seulement les cheminots, mais

l'ensemble de la classe ouvrière.

Cette focalisation sur le thème de l'insécurité a permis à toutes les forces bourgeoises, à travers un judicieux partage des tâches, de participer activement au sabotage de la lutte.

Ainsi, c'est avec le cynisme le plus crapuleux que le gouvernement et la direction de la SNCF apporteront leur propre "solution" au conflit : la création d'une brigade spéciale de police chargée de la sécurité des transports ferroviaires de la région parisienne ! Ainsi, non seulement le gouvernement n'a pas reculé d'un pouce sur les effectifs, mais voilà que les ouvriers se retrouvent avec 500 flics sur le dos, soi-disant pour les protéger des agressions ! On sait bien ce que cache en réalité une telle "concession". La polarisation des syndicats sur le problème de l'insécurité a permis tout simplement à la bourgeoisie de retourner à son avantage cette préoccupation des ouvriers. Elle a servi de prétexte pour justifier le déploiement des forces de répression sur les lieux de travail. Car, il ne faut pas se faire d'illusions, ce qui est visé, ce n'est certainement pas la protection des cheminots contre la violence des loubirds, mais bien la protection de l'ordre social contre la violence de classe des ouvriers. La ficelle était vraiment trop grosse.

Et c'est bien parce que les cheminots n'ont pas été dupes qu'on a vu alors, les syndicats se radicaliser et faire mine de protester contre une telle décision du gouvernement : "Nous, on veut des effectifs supplémentaires pour inverser doucement la tendance et faire disparaître cette lente accoutumance à la violence" (C. Marache, secrétaire CGT des cheminots, "Libération", 25/5/89). Dès lors, toute la stratégie des syndicats va se déployer très vite pour éviter que l'amertume des cheminots n'accroisse encore leur colère. Ainsi, on a eu droit d'abord à la vieille tactique de la division syndicale entre une CGT hyper-combative, soutenue par le PCF, préconisant un durcissement de la grève, et une CFDT modérée, accusant la CGT de vouloir "politiser" le mouvement. Toutes ces querelles de chapelles ne visaient qu'un seul objectif : diviser le mouvement de l'intérieur, semer le trouble et la confusion chez les cheminots afin d'empêcher à tout prix que la vraie question ne soit posée : celle de l'extension de la lutte au-delà de la SNCF à travers la recherche de la solidarité active des autres secteurs ouvriers.

C'est grâce à cette stratégie de division que les syndicats sont parvenus en moins de 48 heures à casser la dynamique de la lutte avec la reprise du travail chez les conducteurs dès le mercredi 24. Forts de leur victoire, CGT et CFDT pouvaient alors se "réconcilier" pour enterrer le mouvement en appelant dès le lendemain à une manifestation "unitaire" de tous les cheminots et usagers devant le siège de la SNCF.

CONTRE LES MANOEUVRES DE SABOTAGE SYNDICAL,
ELARGISSONS LA LUTTE AUTOUR DE
REVENDEICATIONS COMMUNES A TOUS LES OUVRIERS

Cette riposte des cheminots de la région parisienne a été une lutte sans lendemain. Non seulement les ouvriers n'ont rien obtenu, mais le gouvernement les a encore gratifiés d'un cadeau empoisonné. C'est toute la classe ouvrière qui doit aujourd'hui tirer les leçons de ce nouvel échec : seul un mouvement massif, uni de toute la classe ouvrière pourra faire

reculer le gouvernement et le patronat ; seule la prise en charge de la lutte par les ouvriers eux-mêmes, dans des assemblées générales souveraines et ouvertes à tous les ouvriers des autres secteurs, pourra leur permettre de déjouer les magouilles des syndicats et de leurs appendices gauchistes. Car c'est dans ces AG que toutes les décisions doivent être prises à la base et collectivement. Parmi ces décisions, il y a d'abord le choix des revendications. Laisser les syndicats choisir nos revendications, c'est leur laisser les mains libres pour les dénaturer et nous mener à la défaite.

Ainsi, dans la grève des cheminots, pour élargir la lutte il fallait d'abord faire en sorte que tous puissent se sentir concernés par le problème de l'insécurité, (qui, d'ailleurs, ne se manifeste pas seulement par le développement de la violence dans les transports, mais également par les risques d'accidents ferroviaires -comme celui de la gare de Lyon à Paris en juin 88- de plus en plus fréquents dans cette société en pleine décomposition (1)). La solidarité des autres secteurs de la classe ouvrière ne peut se constituer que sur la base de préoccupations communes à tous. C'est pour cela qu'il ne fallait pas tomber dans le panneau des syndicats. Il fallait, au contraire élargir d'emblée le problème, en mettant immédiatement en avant les revendications auxquelles tous les ouvriers peuvent se rallier : les conditions de transports, les effectifs, les cadences, les salaires...

(SUITE PAGE 4)

"DIX DE RENAULT"
un battage pour faire passer
les licenciements

■ Mai 89, dernier en date des épisodes de la sinistre comédie que le PCF et la CGT nous jouent depuis deux ans et demi autour de dix de ses semi-permanents, dont le gendre de Marchais lui-même. Depuis octobre 86, c'est en permanence que la bourgeoisie entretient un pseudo-suspense à coups de procès. Et cela avec le double objectif de faire passer dix gros bras, et à travers eux la CGT, pour des défenseurs authentiques de la classe ouvrière, "victimes" de la répression. Quel cynisme répugnant de la part de ceux-là mêmes qui sabotent nos luttes, qui, plus d'une fois ont tenté de casser la gueule à nos camarades qui diffusaient notre journal et nos tracts à la porte de Renault ou ailleurs ! A travers tout ce battage sur les "dix de Renault", il s'agit de polariser l'attention sur cette anecdote, pendant que les licenciements de simples ouvriers, il est vrai, et non de héros syndicaux, pleuvent par milliers à Renault (notamment à Billancourt) comme dans tous les secteurs.

La célébrité douteuse de nos dix "martyrs" commence en octobre 86, quand la CGT dévoile la colère ouvrière, luttant déjà contre les licenciements, dans l'impasse des actions violentes isolées ; les trop fameux "coups de mains" et autres "opérations commando", auxquels ce syndicat a recours pour isoler et désarmer les ouvriers. Il s'ensuit immédiatement que les procès font tomber les ouvriers dans l'impasse de la lutte contre la répression de quelques permanents syndicaux alors que ce sont des licenciements massifs qui s'abattent sur les ouvriers.

Le décor ainsi posé, les acteurs en place, il ne restait qu'à nous jouer une fois de plus le scénario pourri de la "lutte syndicale". Et l'on verra les procès se succéder, les uns enjoignant à l'entreprise de ré-intégrer les dix "héros", les autres les excluant de leur chère entreprise, avec à chaque fois manifs, meetings, presse, radio, télé...

Nos dix "gros bras" sont incontestablement devenus des stars médiatiques, pour le plus grand bénéfice de la bourgeoisie en général et du PCF en particulier. Ne doutons pas que ce dernier saura récompenser leur "dévouement" en terme de lucrative sinécure.

Et pendant qu'ils occupent ainsi le devant de la scène, Praderie, directeur du personnel et des affaires sociales de la Régie, déclare : "La Régie devra encore gagner 8 à 10% de productivité par an, ce qui signifie qu'il faudra encore diminuer les effectifs de l'ordre de 3500 personnes par an." ("Le Quotidien de Paris", 3/5/89).

Voilà la véritable explication du regain de bruit que la bourgeoisie fait autour des "dix de Renault" ces dernières semaines : renforcer le contrôle sur les ouvriers pour que les licenciements passent le mieux possible.

En parlant de ses dix bonzes, "L'Humanité" écrit : "Ce sont des gars qui se battent pour défendre l'usine et ce sont des travailleurs compétents" (16/5/89). Pour une fois, nous souscrivons pleinement à ce que dit le PCF en précisant toutefois que la défense de l'usine est une logique gestionnaire qui n'a rien à voir avec celle de la défense des intérêts ouvriers et que le domaine dans lequel nos dix "martyrs" sont les plus compétents, c'est incontestablement celui du sabotage des combats ouvriers. Que ce soit dans leur rôle de "victimes" ou d'encadrement des luttes, ou encore dans celui d'hommes de mains et de petites frappes qui brutalisent tous ceux qui ne marchent pas dans leurs magouilles.

P.

NOUVELLE CALEDONIE

Tjibaou et Yeiwéné-Yeiwéné

LA BOURGEOISIE PLEURE LES SIENS

■ Juste un an après le massacre de la grotte d'Ouvéa, l'actualité revient sur la Nouvelle-Calédonie avec l'assassinat des deux grands leaders kanaks.

Ce n'est aujourd'hui que lamentations sur la mort des "héros" ayant payé de leur vie le processus de "réconciliation" des diverses communautés : de Rocard pleurant son "ami" à la "consternation" de Chirac sans oublier l'ensemble de la classe politique, tous se sont fendus d'un hommage appuyé à ces deux hommes tombés sous les coups d'une violence "absurde, dégradante et inutile" (dixit Chirac).

Cette violence pourtant, tous ceux-là la connaissent bien ; elle est dans le fond leur pain quotidien : de l'assassinat d'Eloi Machoro, trouble du FLNKS jusqu'au massacre de l'année dernière, largement utilisé d'ailleurs pour dynamiser la campagne électorale des législatives, ces bourgeois de droite comme de gauche n'ont de leçons à recevoir de personne quant à l'utilisation de cette violence pour faire valoir leurs "droits".

Et cet assassinat n'est qu'une énième péripétie dans le déroulement des affaires de la bourgeoisie en Nouvelle-Calédonie. Mais aujourd'hui, les meurtriers sont eux-mêmes kanaks et l'Etat a beau jeu de s'émouvoir à bon compte de la mort de ses deux sbires qui, pour une fois, ne sont pas tombés sous les balles d'un flic ou d'un militaire.

Dans le fond, cela ne change rien à l'affaire : radicaux ou modérés, victimes ou bourreaux, les mul-

tiples fractions indépendantistes jouent leurs intérêts sur le terrain qui est le leur, celui de cliques bourgeoises revendiquant leur part d'un gâteau électoral, nationaliste ou coutumier. De fait, les deux leaders abattus aujourd'hui n'avaient rien d'enfants de choeur et c'est effectivement avec regret que la bourgeoisie voit disparaître deux des siens qui se faisaient les dignes représentants des intérêts français, fidèles serviteurs de l'Etat dans ce territoire d'outre-mer sous les bons offices du PS. Si tous les politiciens de la bourgeoisie se lamentent c'est surtout parce que tout ce qu'ils ont eu tant de mal à mettre sur pied, une certaine stabilité entre les deux fractions bourgeoises en Nouvelle-Calédonie, risque d'être remis en cause. C'est pour cette raison que Rocard s'est précipité à l'enterrement des "héros".

Malgré leurs pleurs et la dramatisation savamment entretenue sur l'avenir des accords de Matignon, la relève s'opère déjà dans les coulisses du pouvoir..

Soyons clairs, ces morts n'affectent en rien la cause prolétarienne : au-delà des règlements de compte propres à la bourgeoisie, tout le combat nationaliste ou indépendantiste à petite ou grande échelle, son utilisation à des fins électoralistes ou "démocratiques" n'a jamais servi que la bourgeoisie dans son combat contre le prolétariat. Nous n'allons pas fleurir ces tombes.

Stopio 23.5.89

EUROPE OCCIDENTALE

LES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE CONTRE L'UNIFICATION DES COMBATS OUVRIERS

■ Plus que jamais la question de l'unification des combats de classe se pose aujourd'hui comme une nécessité vitale pour la classe ouvrière dans tous les pays. Partout, face à l'aggravation de la crise économique, les attaques capitalistes ne connaissent pas de répit, n'épargnant aucun secteur ouvrier, aucune région, aucun pays. Partout, les luttes ouvrières qui se sont développées ces derniers mois dans les pays centraux d'Europe occidentale ont encore révélé la volonté du prolétariat à refuser l'austérité et la misère croissantes que cherche à lui imposer le capital en crise. Cependant, si les luttes actuelles de la classe ouvrière témoignent du développement de la combativité ouvrière, elles attestent aussi des difficultés que rencontre le prolétariat pour concrétiser le besoin d'unifier ses luttes, pour dépasser les obstacles auxquels il s'est heurté au cours des combats précédents. En particulier, les luttes qui se sont multipliées un peu partout depuis l'automne dernier ont toutes échoué à briser l'isolement, à s'élargir au-delà du secteur ou de la corporation.

Ces difficultés que rencontre la lutte de classe aujourd'hui sont dues essentiellement au fait que la bourgeoisie, parfaitement consciente du danger que représente pour elle une telle tendance vers l'unification des luttes, s'est montrée déterminée à ne pas se laisser faire. Ainsi, c'est dans tous les pays que la classe dominante a déployé ces derniers mois toute une série de manoeuvres destinées à briser cette dynamique vers l'unification des combats ouvriers.

LA BOURGEOISIE DECLENCHÉ DES MOUVEMENTS PREVENTIFS POUR MOUILLER LA POUDRE

Les combats massifs que la classe ouvrière a développés en 1986 et 87 dans toute l'Europe occidentale ont alerté la bourgeoisie sur le danger de telles explosions où ce sont tous les secteurs simultanément qui se sont mobilisés au même moment (cf. les luttes massives en Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, notamment). Face à ce danger majeur où d'emblée le besoin d'opposer un front massif et uni se posait concrètement pour les ouvriers en lutte, on a assisté ces derniers mois au déploiement d'une gigantesque offensive bourgeoise consistant à prendre les devants en provoquant des luttes de façon préventive, afin de briser dans l'oeuf l'élan vers une mobilisation massive et solidaire de l'ensemble de la classe. Et c'est en Grande-Bretagne, pays où domine une des bourgeoisies les plus intelligentes du monde, qu'une telle tactique a été expérimentée dès l'été dernier avec la grève des postes au mois d'août 88. En déclenchant prématurément un mouvement dans un secteur aussi central que les postes, dans une période de l'année la moins propice à un élargissement du combat (du fait de la dispersion des ouvriers pendant les congés d'été), la bourgeoisie s'est donnée ainsi toutes les garanties au maintien de l'isolement et à l'enfermement corporatiste. Le succès d'une telle manoeuvre a donné le feu vert à toute la bourgeoisie des autres pays d'Europe occidentale pour exploiter à fond cette stratégie comme on a pu le voir en France, dès le mois de septembre avec le déclenchement artificiel et planifié plusieurs mois auparavant de la grève des infirmières où il s'agissait pour la bourgeoisie de faire partir prématurément un secteur, de provoquer un pseudo affrontement avant que n'aient mûri suffisamment dans l'ensemble de la classe ouvrière les conditions d'un réel affrontement (cf. RI 173). Dès le mois de décembre, c'est en Espagne que la bourgeoisie, forte des succès remportés en Grande-Bretagne et en France, va reprendre à son propre compte une telle stratégie comme on a pu le voir avec l'appel de tous les syndicats à la fameuse "grève générale" du 14 décembre où, cette fois, ce n'est pas un secteur particulier mais des millions d'ouvriers de tous les secteurs qui ont été embarqués dans une bataille prématurée, dans une fausse démonstration de "force". Voilà comment la bourgeoisie, dans tous les pays où elle a été confrontée ces deux dernières années à des luttes de grande ampleur, est parvenue à mouiller la poudre en prenant les devants pour étouffer tout nouveau surgissement de luttes massives.

LE RENFORCEMENT DES FORCES D'ENCADREMENT BOURGEOISES

Et pour pouvoir mener à bien une telle politique de sabotage des luttes ouvrières, la bourgeoisie est aujourd'hui contrainte de renforcer l'ensemble de ses forces d'encadrement sur le terrain. Face au discrédit croissant des syndicats dans les rangs ouvriers, face aux tendances de la classe ouvrière à prendre elle-même en charge la conduite de ses luttes, partout la bourgeoisie a tenté non seulement de remettre en selle ses syndicats officiels mais encore de mettre en place des structures "extra-syndicales" pour occuper tout le terrain de la lutte, reprendre à leur propre compte les besoins de la classe ouvrière pour mieux les vider de leur contenu et les retourner contre les ouvriers. Ainsi, l'extrême radicalisation de la CGT, les récents remaniements au sein de la CFDT et de FO en France ne sont pas une stratégie spécifique à la bourgeoisie

française (bien que le discrédit des syndicats ait été en France particulièrement accéléré du fait de l'expérience de 3 ans de gouvernement PS-PC). En Espagne, c'est à cette même radicalisation que se sont trouvés confrontés les ouvriers, radicalisation qui a permis à tous les syndicats unis de provoquer la manoeuvre du 14 décembre. En particulier, on a vu l'UGT (syndicat lié au PSOE au gouvernement) se démarquer subitement du PSOE, en engageant la "bataille" aux côtés des CCOO et du PC contre la politique d'austérité du gouvernement. C'est cette même radicalisation des syndicats officiels qui ont entravé également le développement des luttes aux Pays-Bas ces derniers mois, où, comme en Espagne, les syndicats non seulement ont tenté de redorer leur blason à travers leurs discours d'opposition au gouvernement mais ont surtout tenté de reprendre à leur propre compte le besoin d'unité des ouvriers pour le dénaturer, le dévoyer dans une fausse unité, une fausse solidarité. En Espagne, c'est l'unité syndicale UGT-CCOO-CNT qui a été mise en avant dans la manoeuvre du 14 décembre alors que tout était organisé pour éviter que les différents secteurs ouvriers ne se retrouvent dans les manifestations. Aux Pays-Bas, c'est à travers un appel à une fausse "solidarité active" que les syndicats ont pu prendre les devants et dévoyer ce besoin de la classe ouvrière en mettant en place dès l'automne dernier un "comité de coordination" destiné soit disant à "organiser la solidarité" avec les différents secteurs en lutte.

Cependant, cette stratégie de radicalisation des syndicats se voit de plus en plus relayée et épaulée par une autre structure d'encadrement, soit-disant "extra-syndicale" et animée essentiellement par les gauchistes : les coordinations auto-proclamées. Depuis le mouvement dans les hôpitaux en France, qui a mis en vedette la "coordination infirmière", celle-ci est devenue un modèle pour toute la bourgeoisie européenne. Ainsi, ces derniers mois, ont surgi dans plusieurs pays des "succursales" de cette coordination infirmière, notamment en RFA où s'est constituée dès le mois de novembre une coordination du même type dans les hôpitaux de Cologne avant même le développement d'une mobilisation dans ce secteur. Aux Pays-Bas, c'est également chez les infirmières que les gauchistes ont mis en place une coordination et ont appelé à un meeting national à Utrecht en février, c'est-à-dire à une tentative de centralisation qui ne correspondait à aucune mobilisation réelle des travailleurs.

LE POISON DU CORPORATISME ET LA STRATEGIE DE DISPERSION DES LUTES

Et ce n'est pas un hasard si c'est la manoeuvre déployée avec la grève des infirmières en France qui sert aujourd'hui de modèle, de référence pour toute la bourgeoisie européenne. C'est elle qui, grâce au pot de vin du gouvernement Rocard, a été le fer de lance de l'offensive bourgeoise consistant aujourd'hui à valoriser les luttes corporatistes comme étant les seules pouvant mener les ouvriers à une victoire, à opposer les différents secteurs les uns aux autres, afin de saper toute velléité de développer une riposte unifiant l'ensemble des secteurs ouvriers sur la base de revendications communes à tous. Telles sont les grandes leçons que la bourgeoisie des autres pays d'Europe occidentale a su tirer de la grève des infirmières en France. C'est pour cela que ces derniers mois, dans tous les pays, on a vu syndicats et gauchistes inoculer le poison du corporatisme dans toutes les luttes, à travers notamment la mise en avant de revendications spécifiques à tel ou tel secteur, afin d'empêcher les autres secteurs de se reconnaître dans les luttes, voire les opposer les uns aux autres. Ainsi, en Espagne, la grande manoeuvre du 14 décembre ne visait pas seulement à prendre les devants de la mobilisation ouvrière pour mouiller la poudre. Elle visait aussi à donner une leçon à la classe ouvrière : lui prouver que la lutte massive ne sert à rien, qu'elle ne mène qu'à la défaite. C'est en effet grâce à cette manoeuvre que les syndicats ont pu par la suite développer toute une campagne sur le thème : "il faut tirer maintenant les leçons du grand succès du 14 décembre dans chaque secteur car chaque secteur a sa propre convention collective, ses propres revendications". De même, dans les secteurs où les syndicats sont particulièrement contestés, ce sont les gauchistes et les syndicalistes de base qui ont mis en avant des revendications spécifiques pour les roulants dans les chemins de fer, les mécaniciens des transports aériens, les mineurs de Teruel, les infirmières à Valence etc...

En RFA, c'est au moyen d'une vaste campagne médiatique autour de la revalorisation du métier d'infirmière que la bourgeoisie, en utilisant un secteur particulier s'est efforcée d'inoculer le poison du corporatisme au sein de la classe ouvrière. Et sur le terrain, ce sont les gauchistes de la coordination constituée à Cologne qui ont mis en avant la revendication d'une augmentation de salaire de 500 Deutsch Marks pour les seules infirmières, comme ce fut le cas en France.

Aux Pays-Bas, alors que depuis le début de l'année la combativité ouvrière menaçait d'éclater ouvertement dans tous les secteurs contre les nouvelles mesures d'austérité annoncées par le gouvernement, les

syndicats et les gauchistes ont su exploiter leur image radicale pour enfermer, isoler les uns des autres toutes les luttes qui se sont développées ces trois derniers mois dans de nombreux secteurs : aux usines Philips, dans le port de Rotterdam, chez les enseignants, les employés communaux d'Amsterdam, les sidérurgistes des aciéries de Hoogovens, les conducteurs de camions, les ouvriers du bâtiment... La stratégie de dispersion des luttes déployée par les forces d'encadrement (grèves tournantes secteur après secteur, meetings régionaux, débrayages de 2 ou 3 heures, "journées d'action" appelées dans un seul secteur...) s'est appuyée essentiellement sur la mise en avant de revendications catégorielles, de telle sorte que les autres secteurs de la classe ne puissent se reconnaître dans telle ou telle lutte (semaine de 36 heures pour les sidérurgistes, paiement des heures supplémentaires pour les camionneurs, défense de la qualité de l'enseignement pour les instituteurs, etc...).

Voilà comment la bourgeoisie, dans tous les pays d'Europe occidentale, a pu momentanément occuper tout le terrain et contrer le développement des combats ouvriers. Toutes ces manoeuvres auxquelles s'est heurté le prolétariat dans sa marche vers l'unification de ses luttes ont réussi à provoquer un relatif déboussolement dans les rangs ouvriers. Cependant l'offensive bourgeoise n'est pas parvenue à miner le potentiel de combativité de la classe ouvrière. Elle n'a fait que reculer les échéances d'une nouvelle confrontation qui s'annonce d'ores et déjà de grande ampleur avec la dégradation considérable des conditions de vie ouvrière dans tous les pays. Partout, la colère, la détermination à faire reculer la bourgeoisie, ne pourront que pousser les ouvriers à tirer les leçons de leurs défaites. Partout, ce sont les mêmes questions qui, à nouveau, vont se poser avec plus d'acuité encore dans les combats à venir : celles de la nécessité vitale de briser l'isolement, de lutter tous unis sur la base de revendications communes, de prendre nos luttes en main et d'en garder le contrôle du début à la fin.

Avril.
(27.4.89)

LISEZ NOTRE BROCHURE :

BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES OCTOBRE 1988

**Le corporatisme :
un poison pour les luttes ouvrières**

**Les coordinations :
la nouvelle arme de la bourgeoisie**

10 ff 60fb

GREVE A LA SNCF (SUITE DE LA P.3)

Mais les cheminots se sont heurtés encore à un autre écueil : celui de l'inévitable impopularité d'une grève qui, en paralysant les transports, ne peut que provoquer l'exaspération d'ouvriers contraints, après leur journée de travail, à poireauter des heures sur les quais. Là encore, il ne faut pas tomber dans le piège des syndicats, et surtout de la CGT, qui à chaque fois préconise des grèves "dures", "totales" dans le secteur des transports dans le seul but d'attiser les antagonismes entre grévistes et usagers et d'empêcher, ainsi, le surgissement d'une solidarité de classe. L'arrêt total du travail n'est pas la seule arme dont dispose la classe ouvrière. Dans certaines conditions, cette arme peut même desservir ses intérêts, comme la grève des cheminots parisiens vient encore de le confirmer. Pour élargir la lutte, pour développer l'unité, les ouvriers des transports doivent organiser des AG, non pas dans les dépôts ou les locaux syndicaux, mais sur les quais et dans les halls de gare, afin de faire participer les autres travailleurs aux discussions et les entraîner dans le combat.

Ils doivent eux aussi, comme dans tous les autres secteurs, proscrire à tout prix l'enfermement de la lutte sur les lieux de travail. A la SNCF, comme partout, il ne faut pas se laisser paralyser dans l'enceinte de l'entreprise. Il ne faut pas laisser les syndicats et les gauchistes occuper la rue. Il faut, nous aussi, organiser des manifestations massives, appeler toute la classe ouvrière à y participer autour de mots d'ordre unitaires. Nous appartenons tous à une seule et même classe, nous avons tous les mêmes intérêts, les mêmes ennemis. Développons un seul et même combat.

Avril (26/5/89)

(1) Voir R.I. n° 172 : "Le capitalisme nous entraîne vers le néant, il faut le détruire".

GREVES DES MINEURS EN POLOGNE

SOLIDARNOSC, PLUS ANTI-OUVRIER QUE JAMAIS

■ Dans la première semaine de mai, le syndicat Solidarnosc entamait sa campagne pour les élections législatives, son Walesa international en tête. Et c'est dès cette même semaine qu'il lui a fallu intervenir pour tenter de briser les grèves dans les mines de cuivre et de charbon du sud du pays. Ainsi à Katowice, un des centres industriels les plus importants, les ouvriers du charbon menaçaient de faire grève ; en Haute-Silésie, deux mines étaient arrêtées par des grèves sporadiques à plusieurs reprises. Enfin, le 5 mai, dans le sud-ouest, 30 000 mineurs du cuivre arrêtaient le travail dans dix puits de Rudna, Szerszowice, Lublin et Polkowice, soutenus par les ouvriers métallurgistes du même combinat minier qui se mettaient en grève.

Tous réclamaient des augmentations de salaire d'au moins 50%, contre les hausses de prix de tous ordres qui allaient jusqu'à 270%. La combativité des ouvriers était encore accentuée par la précarité de leur situation parce qu'il est aujourd'hui certain qu'un certain nombre de puits va fermer - tellement certain que Solidarnosc n'a même pas mentionné ce secteur dans les "conventions économiques" élaborées avec le gouvernement lors de la "Table ronde" de mi-avril - et qu'un grand nombre d'ouvriers va se retrouver au chômage.

Solidarnosc, secondé cette fois par les syndicats officiels du Parti (les OPZZ) va jouer deux cartes, adaptées chacune à chaque situation. A Katowice et en Haute-Silésie, où les ouvriers étaient globalement moins déterminés à faire grève, Solidarnosc détournait l'effervescence et l'énergie ouvrières sur le terrain électoral et exploitait les illusions sur "le combat pour la démocratie".

Dans les mines de cuivre, la tactique du "soutien actif" à la lutte a été mise en avant par Solidarnosc toujours secondé par les OPZZ. Un soutien actif qui a consisté à entraîner les ouvriers dans l'occupation des puits, les enfermant et les isolant chacun dans sa mine, chacun son puits : Solidarnosc a bien appris depuis 80 de ses grands frères de l'ouest, de leurs tactiques de sabotage par l'isolement et par l'enfermement sur le secteur et le lieu de travail. Et depuis 80, Solidarnosc a en effet suivi en bon élève leurs conseils pour remplir

sa tâche de briseur de grève, pour empêcher que ne se développe ce qui avait fait la force du mouvement de 80, l'élargissement et l'ouverture vers tous les secteurs, vers toutes les régions.

Ainsi, en une semaine, Solidarnosc amenait les mineurs du charbon à cesser leur mouvement pour rien, sinon des promesses démocratiques, et ceux des mines de cuivre pour 30% d'augmentation des salaires plus une prime-bidon à la production de 30% (dans un secteur où les fermetures vont aller bon train parce que plus rentables !) alors que l'inflation est à trois chiffres.

Mais surtout, Solidarnosc empêchait encore que les ouvriers ne cherchent à élargir leur combat, à s'unir pour imposer leurs revendications communes, comme lors de la grève de masse de 1980.

Le 29 avril, une semaine avant de recevoir le "prix des Droits de l'Homme 89" (!) à Strasbourg, Walesa, héros de la bourgeoisie mondiale, osait déclarer devant le monument des Trois-Croix dressé à la mémoire des ouvriers victimes de la répression policière, à l'entrée même des chantiers Lénine, devant les ouvriers rassemblés pour l'occasion : "Nous reprenons notre combat de cet endroit historique où est né, en août 1980 le syndicat Solidarité" lançant par ces mots la campagne électorale du syndicat. Il déclarait encore en substance : "J'espère que vous saurez conduire la Pologne vers la liberté et la paix".

La grève de masse de 80 réduite à un combat pour "la démocratie" et "la liberté" ! Les revendications de salaires, de conditions de travail et de vie décentes oubliées, mises au rencart pour la "liberté et la paix" ; la lutte ouvrière remplacée par les élections bourgeoises, par le vote passif et isolé !

Illégal ou légalisé, Solidarnosc fait toujours aussi bien son sale travail de sabotage ; sur le terrain des luttes en enfermant, divisant les ouvriers, et en les détournant de ce terrain vers celui des urnes. Et ce travail de Solidarnosc est indispensable et vital afin de rendre les ouvriers impuissants face aux attaques que la bourgeoisie polonaise doit faire passer.

PPR

BRESIL

DEUX MILLIONS D'OUVRIERS EN GREVE

■ En l'espace de quelques mois, simultanément à la Corée du Sud, au Mexique ou à l'Inde, le Brésil a été en avril-mai le théâtre du développement de luttes ouvrières de grande ampleur. Il s'est agi d'un mouvement massif entraînant deux millions de travailleurs des secteurs les plus variés et en différentes villes du pays.

Cette grève qui s'est développée à partir du 20 avril a été marquée par de puissantes manifestations. Elle est la réponse ouvrière au "plan austral" du gouvernement Sarney mis en application en janvier 89 et qui prévoit entre autres attaques anti-ouvrières, le gel des prix et des salaires. Les mesures à visée anti-inflationniste de ce plan qui n'a d'austral que le nom, jettent la classe ouvrière dans une misère sans fond.

Face à cette lutte massive, tenace et combative, les syndicalistes d'extrême-gauche avaient eux-mêmes été débordés. Ainsi, la figure de proue du "Parti des Travailleurs (P.T.)", le fameux "Lula", ancien dirigeant de la "Centrale Unique des Travailleurs" et candidat aux élections présidentielles de novembre 89, "partage l'inquiétude du gouvernement" sur l'ampleur et la durée de la grève. Du coup, il propose d'élaborer "un code éthique du droit de grève". Outre l'aile gauche du dispositif de contrôle social, bien en peine de maîtriser la situation, la bourgeoisie brésilienne est contrainte d'utiliser tous ses moyens de pression. Ainsi par la voix de ses militaires ministres, elle menace de réprimer en réaffirmant "son attachement à l'ordre démocratique", espérant que la répression sanglante de janvier 89 ait encore des effets dissuasifs ou à l'inverse, en déclarant "se satisfaire, même d'un président de gauche si telle est la volonté populaire"...

Ces déclarations reflètent toutes les difficultés de la bourgeoisie pour contrer et dévoyer un mouvement dont les manifestations surgissent encore, plus d'un mois après son début.

Le fait que la bourgeoisie soit contrainte de jeter toutes ses forces en même temps dans la bataille est révélateur de la combativité et de la détermination des ouvriers dans cette lutte.

Yaelle
(28/5/89)

CHINE

TOTALITAIRE OU "DEMOCRATIQUE", L'ETAT BOURGEOIS EST TOUJOURS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (suite de la page 1)

paysans a provoqué des flambées jusqu'à multiplier par 10 le prix des produits de première nécessité. Et le mécontentement est d'autant plus important que la corruption est évidente et générale et que le fameux "Chinois enrichissez-vous" de Deng n'a évidemment profité qu'à une toute petite minorité qui affiche ostensiblement des revenus de 40 à 50 fois supérieurs au revenu moyen mensuel qui est de 300 F. Tout le monde a pu voir à la télé, ces fameux "milliardaires rouges" qui se pavanent dans leur limousine en exhibant leur carte du parti.

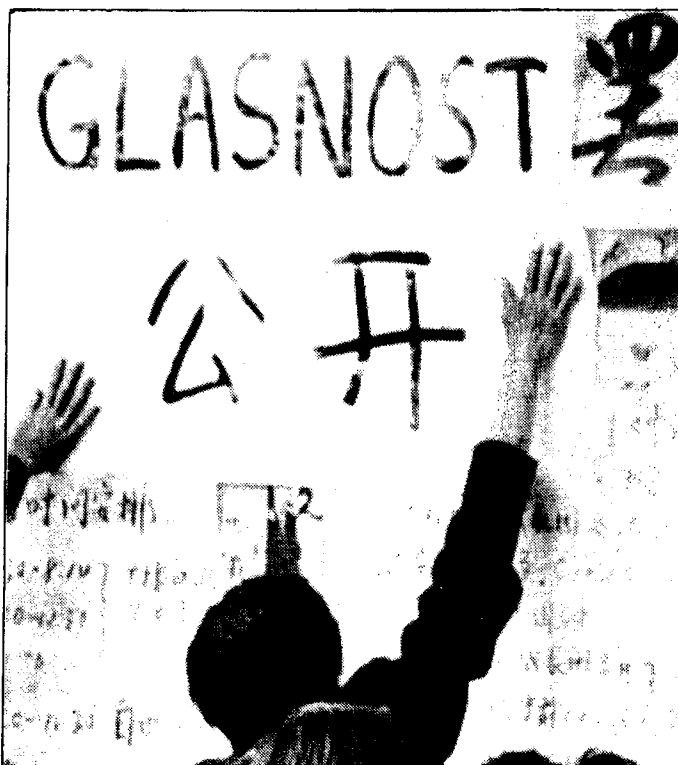
Depuis plusieurs années déjà, la tension sociale ne cesse de croître dans le pays. Le black-out fait par la bourgeoisie au niveau de l'information n'a pu cacher les nombreux mouvements de grèves ouvrières qui ont éclaté et qui n'ont connu comme seule réponse qu'une répression féroce. A l'heure actuelle, la bourgeoisie mondiale est d'autant plus inquiète que la colère se généralise à la grande masse de la population et que la bourgeoisie chinoise s'est montrée jusqu'à maintenant, peu apte à l'endiguer.

Le besoin vital pour tout Etat bourgeois aujourd'hui, est d'adapter ses mystifications pour justifier les attaques qu'il porte contre la classe ouvrière et la population en général, mais surtout de se doter de formes d'encadrement des luttes ouvrières adéquates et efficaces notamment à travers des forces dans l'opposition. Sur tous ces plans, la bourgeoisie en Chine est particulièrement mal armée et dispose d'un appareil d'Etat très rigide et d'une marge de manoeuvre très réduite pour manoeuvrer dans une telle situation de montée des tensions sociales.

Ce que révèlent les événements de ces dernières semaines, c'est justement la volonté d'une partie de la bourgeoisie, derrière les "réformateurs" du PC chinois, de tenter de faire évoluer à chaud l'appareil d'Etat car la persistance d'une trop grande rigidité risque de mettre directement face à face la grande majorité de la population et l'Etat dans une confrontation qui ne pourrait qu'accélérer l'effondrement du régime.

C'est pour cela que cette fraction a orchestré les manifestations étudiantes et l'occupation de la place Tian An men, qu'elle s'est appuyée sur le "mouvement étudiant", mouvement de nature petite-bourgeoise, inoffensif par lui-même, pour mettre en avant la nécessité de "plus de démocratie" et "plus de liberté" mais dans l'ordre, la discipline et la non-violence.

De plus, pour faire face à la mobilisation montante dans la population ouvrière, la bourgeoisie



Sur la place Tian An Men, les étudiants saluent la visite de Gorbatchev. En Chine, comme dans les pays de l'Est, comme en Amérique Latine, la "démocratisation" est une mystification et un piège pour les ouvriers.

s'est empressée de prendre les devants pour l'encadrer et la canaliser sur son terrain à elle en envoyant les ouvriers manifester leur sympathie aux étudiants avec leurs cadres et leurs contremaitres.

Le "mouvement étudiant" n'est rien d'autre qu'une manoeuvre politique et idéologique de la bourgeoisie. D'ailleurs le pouvoir en Chine, avec l'armée en tête, s'est efforcé de ne pas provoquer d'incidents majeurs au niveau des manifestations étudiantes. Par contre à Shanghai, une manifestation de colère ouvrière s'est soldée, elle, par la pendaison d'un ouvrier.

Aujourd'hui, même si la bourgeoisie a momentanément repris les choses en mains, la situation est

loin de se stabiliser :

- pour la classe ouvrière, d'abord, car les conditions qui sont à la base du mécontentement général ne vont aller qu'en s'aggravant, augmentant encore plus profondément et plus vite la misère et la pauvreté ;

- pour la bourgeoisie car, même si "un vent de liberté a soufflé" comme dit la presse occidentale, c'est-à-dire que les "réformateurs" (fraction bourgeoise la plus adéquate pour faire face à la situation) ont fait parler d'eux et ont reçu le soutien de la bourgeoisie internationale, ce sont les tendances dures, rigides, du PC chinois qui restent encore aujourd'hui à la tête de l'Etat.

De toutes façons, tout ce qui est proposé à la classe ouvrière ne va que dans le sens des intérêts de l'Etat capitaliste, c'est-à-dire contre elle. Avec les "durs" qu'elle connaît déjà, c'est la misère et la répression brutale. Avec les émules de la "démocratie", c'est misère, mystification et...répression si les ouvriers ne se laissent pas faire.

Ses intérêts, la classe ouvrière ne les défendra que sur son terrain à elle, celui des luttes dans les usines, celui des manifestations ouvrières ; et cela même si les conditions pour mener ce combat sont de plus en plus difficiles.

En Chine comme partout, la classe ouvrière n'a pas d'autre choix.

JE
(27.05.89)

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les luttes ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous soient envoyés.

1889 : NAISSANCE DE LA DEUXIEME INTERNATIONALE

UNE ETAPE FONDAMENTALE DANS LA CONSTITUTION DU PROLETARIAT EN CLASSE

Aujourd'hui les ouvriers, lorsqu'ils entendent parler de "l'Internationale Socialiste", entendent les Mitterrand, Gonzales, Brandt, Perez au Venezuela etc..., leur dire sur tous les tons qu'il "faut savoir se serrer la ceinture, au nom de la patrie, de la défense de l'économie nationale..." Et lorsque les ouvriers entendent mal ce langage, refusent d'être "raisonnables", eh bien, les flics sont au rendez-vous et ces "socialistes" n'hésitent pas à faire un massacre, comme encore tout récemment Perez au Venezuela, pour rétablir l'ordre bourgeois. Derrière le miel doux de leur phrases sur la "paix sociale" ou sur la "paix" tout court, ces "socialistes" n'entendent, ne comprennent qu'un seul langage, celui de la guerre, guerre commerciale d'abord, guerre par les armes ensuite, au nom de la défense de la sacro-sainte patrie et de l'impérialisme. Et pourtant, ces défenseurs chevronnés de l'ordre capitaliste, osent parfois encore se prétendre les enfants de la IIème Internationale, de celle née, notamment sous les auspices d'Engels en 1889 !!

LA IIème INTERNATIONALE : UN PAS FONDAMENTAL DANS LE REGROUPEMENT ET L'AFFIRMATION DE LA CLASSE OUVRIERE

La naissance de la IIème Internationale, est l'expression directe du développement numérique du prolétariat et plus encore du renouveau de sa combativité et de sa conscience, après la défaite de la Commune de Paris qui va entraîner la mort de l'AIT. La IIème Internationale n'a pas inventé, contrairement à ce que certains croient, la lutte syndicale et parlementaire, pas plus que l'AIT n'avait inventé les grèves. Elle en est la fille. Elle est le produit de la tendance croissante des ouvriers à se rassembler, se regrouper dans des syndicats, des Maisons du Peuple, à développer des grèves de plus en plus nombreuses contre l'exploitation capitaliste. Elle est à la fois le produit et l'accélérateur d'une tendance qui voyait la classe ouvrière s'organiser, affirmer son être, bien sûr contre la bourgeoisie, mais en même temps à l'intérieur de la société bourgeoise, alors qu'aujourd'hui, le prolétariat ne peut s'affirmer qu'en remettant en cause l'ensemble de la société bourgeoise. "La chute de la Commune de Paris avait scellé la première phase du mouvement ouvrier et la fin de la Ière Internationale. A partir de là commence une phase nouvelle. Aux révolutions spontanées, aux soulèvements, aux combats sur les barricades, après lesquels le prolétariat retombait à chaque fois dans son état passif, se substituait alors la lutte quotidienne systématique, l'utilisation du parlementarisme bourgeois, l'organisation des masses, le mariage de la lutte économique et de la lutte politique, le mariage de l'idéal socialiste avec la défense des intérêts quotidiens immédiats" (R. Luxemburg - "Junius Brochure").

En cela, non seulement elle poursuit l'oeuvre de l'AIT, mais elle va beaucoup plus loin, car pour la première fois comme le note Rosa, le prolétariat a ouvertement adopté la théorie et la méthode marxistes qui vont guider l'action et le programme de la Seconde Internationale. C'est elle qui, la première, réalise dans la pratique la nécessité d'un parti politique du prolétariat, distinct de toute autre organisation, alors que dans l'AIT, les marxistes étaient minoritaires, et qu'y étaient présents les anarchistes, mais aussi des organisations étrangères à la classe ouvrière, tels les Mazzinistes. C'est pour cela qu'Engels a salué la naissance de cette nouvelle Internationale, et déclaré à propos du programme d'Erfurt adopté en 1891 par la social-démocratie allemande, et servant de référence à l'ensemble de l'Internationale, que ce programme malgré quelques faiblesses, était le meilleur et le plus avancé de tous ceux dont s'étaient dotés jusqu'à présent les organisations révolutionnaires.

La IIème Internationale rompt en effet, totalement

et ce n'est pas son moindre mérite, avec les conceptions utopistes et petites-bourgeoises qui avaient marqué l'enfance du mouvement ouvrier. Elle sanctionnait en particulier la longue lutte contre les conceptions anarchistes, pour qui la révolution était à tout moment possible (d'où leur goût pour les méthodes conspiratives, cf. Bakounine). Marx et Engels, notamment contre les anarchistes, avaient tirés deux leçons fondamentales de l'expérience grandiose mais tragique de la Commune de Paris :

- la révolution communiste exige la prise du pouvoir par le prolétariat, le renversement de l'Etat bourgeois et sa destruction de fond en comble ;

- l'imaturité des conditions du succès de la révolution et la nécessité d'en renforcer sa préparation, via notamment la constitution et le développement d'un réel parti révolutionnaire.

La constitution de la IIème Internationale est un jalon fondamental dans la construction de ce parti de classe dont le prolétariat a besoin pour assurer le succès de la révolution. Son programme, c'est celui de la révolution. On peut le résumer via la célèbre formule de Luxemburg contre Bernstein : "réforme et révolution" et non "réforme ou révolution". La lutte quotidienne pour la réduction de la journée de travail, le suffrage universel, la liberté de réunion etc..., tout ce que contenait le programme minimum ne s'oppose pas à la préparation de la révolution. La lutte syndicale, par exemple, était non seulement un moyen de résistance efficace (la bourgeoisie ayant alors les moyens de satisfaire réellement une partie des revendications ouvrières, par exemple en réduisant de la journée de travail), mais encore elle était le chemin, la voie du mouvement réel, dans les conditions d'un capitalisme en pleine ascendance, vers et pour la révolution. Alors que le réformisme, lui, nie la nécessité de la révolution, la IIème Internationale rappelait sans cesse ce but ultime, du moins pendant toute la première partie de son existence. Il faut être véritablement déformé par les lunettes de l'anarchisme pour rejeter la IIème Internationale au nom de son prétendu réformisme foncier.

LA DEGENERESCENCE DE L'INTERNATIONALE ET LE COMBAT DE LA GAUCHE

Comme le disait tant Lénine que Luxemburg, pour la IIème Internationale, la classe ouvrière devait se servir de la lutte pour des réformes, pour limiter l'exploitation mais aussi, pour prendre conscience de son être, constater les limites de la lutte pour des réformes et en arriver à la conscience de la nécessité de la prise du pouvoir. C'est cette vision qui, pendant les 10 premières années de son existence, sera le fondement de la pratique de la IIème Internationale. Cependant, le fait même que celle-ci se fonde après plus de dix ans de prospérité ininterrompue du capitalisme, prospérité qui se poursuit encore plus de dix ans après la fondation de l'Internationale, ne pouvait manquer de semer des illusions dans la classe ouvrière et ses organisations. La crise inéluctable du capitalisme, condition même de la possibilité et de la nécessité de la révolution, semblait toujours plus vouloir s'éloigner. Dès lors, dans ces conditions, on vit une tendance croissante à vouloir séparer programmes minimum et maximum et le réformisme put dès lors, faire son apparition. A travers la théorisation selon laquelle seule la lutte pour des réformes est valable, Bernstein et certains chefs syndicaux, en arrivaient à une remise en cause frontale du programme de la IIème Internationale, telle que l'exprime la formule manifeste des révisionnistes : "le mouvement est tout, le but n'est rien".

Marx et Engels s'ils avaient combattu le radicalisme creux de l'anarchisme, avaient tout autant pourfendus le "crétinisme parlementaire", c'est-à-dire la tendance à s'exagérer les résultats de la lutte au parlement, ainsi que la tendance des chefs syndicaux à s'exagérer l'importance des résultats

des luttes menées par les syndicats (luttes pouvant limiter, dans l'ascendance, l'exploitation, mais non l'attaquer à sa racine). C'est ce flambeau que reprend la gauche de la IIème Internationale dans une lutte acharnée contre le réformisme de Bernstein, mais aussi contre la tendance centriste à concilier avec lui, comme va bientôt le faire la direction de l'Internationale avec les Bébél, Kautsky, Jaurès, Van der Velde etc... Cette gauche va mener, Luxemburg en tête, un combat impitoyable contre cette gangrène de l'idéologie bourgeoise, pénétrant les rangs de l'organisation. Elle mène ce combat, au nom même des principes de la IIème Internationale, tant sur la question du lien entre les luttes immédiates et la révolution, que sur la question de la crise inéluctable du capitalisme et sur celle de l'attitude que doit avoir le prolétariat en cas de guerre mondiale.

Dans ce combat contre l'opportunisme au sein de l'Internationale, elle défendra le programme de l'Internationale, elle défendra l'organisation dont s'est doté au prix de durs combats, le prolétariat, et par là-même, elle sera conduite à approfondir ce programme, à l'enrichir de contributions essentielles, sur les racines de la crise historique du capitalisme, l'époque de l'impérialisme, la grève de masse, la lutte contre l'économisme etc... Seule une organisation -même malade- encore vivante du prolétariat pouvait permettre que jaillisse de son sein, une telle richesse, un tel approfondissement.

Ce faisant, la gauche de la IIème Internationale défend la continuité historique des principes et des organisations du prolétariat.

Pour les marxistes, l'organisation dont se dote la classe ouvrière est toujours le produit et l'enjeu d'un combat permanent contre la pression de l'idéologie bourgeoise, pression d'autant plus forte sur la IIème Internationale, que pendant un certain temps, les faits semblaient donner raison aux réformistes. Ce combat, celui des Luxemburg, Lénine, Pannekoek etc... a apparemment été perdu, car l'opportunisme non réellement endigué, mais au contraire facilité par les oscillations centristes de la direction de l'Internationale, finira par conduire celle-ci à signer son arrêt de mort lorsqu'en août 1914, les principaux partis de l'Internationale (notamment son parti phare, le parti Social Démocrate allemand) trahirent l'internationalisme prolétarien en votant les crédits de guerre au nom de la défense de la patrie, permettant par là-même, l'éclatement de la première bourgeoisie mondiale.

Ainsi la tragédie de la guerre, montrait la validité des positions défendues par la gauche, et ce faisant permettait à celle-ci, face à l'hystérie chauvine, de maintenir haut et fort le vieux cri de ralliement du Manifeste Communiste : "les prolétaires n'ont pas de patrie". Elle permettait surtout à la gauche de comprendre qu'avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence une nouvelle époque était née, celle des guerres et des révolutions. Ce faisant, elle lui permettait de préparer et d'accélérer l'issue révolutionnaire de cette crise mondiale et historique du capitalisme, que représentait la 1ère guerre mondiale.

Octobre 17 et l'Internationale Communiste sont le produit direct de la gauche de la IIème Internationale et de son combat acharné. Seul, ce combat en défense des acquis de la IIème Internationale, pouvait en montrant les limites et faiblesses, jeter les fondements de cette "Internationale de l'action et de la révolution" que fut l'IC durant ses premières années (cf RI n°177).

C'est pour cela que les marxistes se réclament des acquis toujours vivants de la IIème Internationale, alors que l'"Internationale" dont se revendiquent les Mitterrand et Cie, n'est plus qu'un cadavre passé depuis longtemps aux mains des embaumeurs de la bourgeoisie.

RN

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

Les années 80 : BILAN DE 10 ANNEES DE LUTTES DE LA CLASSE OUVRIERE

BORDEAUX :

Réunion publique le 24 juin, à 17h, au café des Arts, 138, cours Victor Hugo. Au comptoir demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

LILLE :

Réunion publique le 17 juin à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Permanence le 21 juin à 18h au café "Le Français", 2, place A. Poncet -69002- Métro Bellecour.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 18 juin à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 2 juin à 21h au 205 rue Ste-Cécile, 13005. Cette réunion aura lieu sur le thème du

mois précédent : "Les fausses réponses de la bourgeoisie face à la crise et à la décomposition du monde capitaliste"

Permanence le 14 juin de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse le 10 juin au marché de La Plaine, place Jean-Jaures (5è) de 11h à 12h.

NANTES :

Réunion publique le 17 juin à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).
Permanence le 2 juin à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 10 juin de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le 17 juin à 17h au 27 avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence le 24 juin et les 8 et 22 juillet de 17h

à 19h, même adresse que la RP.

ROUEN :

Permanence le 10 juin à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 23 juin à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les 9 juin et 7 juillet à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les 11 juin et 9 juillet de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

TOURS :

Permanence le 24 juin à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse le 3 juin de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

LA FRANCE AUX AVANT-POSTES DE L'IMPERIALISME OCCIDENTAL

Mitterrand diminue l'augmentation des dépenses militaires, Mitterrand se bat pour la paix en recevant Arafat, Mitterrand envoie un navire hôpital pour aider le peuple libanais, Mitterrand vole au secours de toutes les justes causes humanitaires... Cette image de la gauche en France s'intègre parfaitement dans la gigantesque mystification pacifiste entretenue par le bloc occidental comme par le bloc russe. Pendant que des discours de paix soporifiques sont dispensés à la population, le conflit entre eux se fait plus âpre. La bourgeoisie gouverne plus que jamais par le mensonge et ceux-là en sont de flagrants. Les "bonnes actions" de Mitterrand ne sont que la couverture de la participation active de la France à l'offensive générale du bloc de l'Ouest contre le bloc de l'Est.

Pendant que les journaux titrent sur la "réduction de l'augmentation des budgets militaires", l'économie française s'oriente toujours plus vers l'économie de guerre. D'ailleurs, comme le dit un récent communiqué de l'Elysée : "En cette période d'incertitude mondiale la France entend maintenir ses objectifs stratégiques et préserver les moyens de son armée". En effet. Il est bien spécifié que rien ne sera changé dans les secteurs clés de l'armement (en particulier le nucléaire) et que seuls les secteurs dits "conventionnels" -que tous les pays limitent parce que devenus inefficaces- seront touchés. Et ces chiffres ne rendent évidemment pas compte de toute la part d'investissement de la France dans la production d'armes, il ne s'agit là que de l'équipement de l'Etat français. La Défense en France ne disposera donc "que" de 210 milliards de francs en 90-91 ! Terrible diminution ! La part de la richesse nationale destinée à l'armement va descendre en 1990 de... 0,05% ! Quand on voit les coupes claires qui attendent les autres secteurs de l'économie, on mesure l'étendue de la farce que nous sert la propagande, selon laquelle cette réduction va "assainir" l'économie. La seule façon dont l'Etat français peut "défendre son économie", c'est bel et bien de garantir... "les moyens de son armée et ses objectifs stratégiques".

Et il en est de même pour les grandes oeuvres pacificatrices de la France dans le monde. Derrière les phrases creuses, la France prend en fait une place de plus en plus importante dans la stratégie offensive générale de l'Occident. Les tractations actuelles, dans lesquelles la France s'est impliquée ne sont porteuses que d'une accélération des conflits locaux et d'un aiguïsement du conflit majeur entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Après l'envoi du fameux bateau hôpital -dont la venue a fait 10 fois plus de blessés qu'il n'en a emportés-

les déclarations solennelles de Mitterrand lors du voyage d'Arafat en France ne font que couvrir les pressions sur la Syrie.

C'est en effet, nous l'avons déjà développé dans ce journal, la Syrie qui est actuellement au centre du conflit majeur : la mise au pas de la Syrie fait partie du plan d'ensemble de l'encerclement de l'Est par l'Ouest, de son isolement, en lui retirant ses possibilités d'intervention. C'est la raison fondamentale des tueries qui continuent à ensanglanter le Moyen-Orient.

Les "solutions" mises en avant actuellement ne peuvent être comprises que dans ce sens. La reconnaissance "historique" de l'Etat d'Israël par Arafat, dont Mitterrand nous parle d'une voix tremblante d'émotion, comme la perspective d'un Etat palestinien reconnu, font partie d'un plan général : "Le temps est venu pour Israël d'abandonner la vision irréaliste du grand Israël" a déclaré le 23 mai J. Baker, secrétaire d'Etat américain, à la convention annuelle du lobby juif.

Ce n'est certainement pas, en effet, la prise de conscience subite de la barbarie que vivent les palestiniens qui pousse à la "paix", pas plus que la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les pays arabes n'est due à un accès de tolérance.

La déclaration des USA tombe en même temps que la conférence des pays arabes à Casablanca. "L'initiative de paix constitue un tout dont les différents éléments s'enchaînent les uns aux autres" déclare Shamir à la Knesset ("Le Monde" du 19 mai). En effet.

La Syrie perd du terrain dans le marchandage de sa soumission aux diktats occidentaux : la fin de la guerre du Golfe lui a déjà fait perdre le pouvoir que lui donnait son rôle d'intermédiaire avec l'Iran. Elle a coïncidé, de plus, avec l'investissement massif de l'Irak dans la guerre du Liban, contre la Syrie. Le retour en force de l'Egypte au sein des conférences arabes rogne encore sa marge de manoeuvre. Mais la Syrie continue à exiger la main mise totale sur le Liban. La condition qu'elle a mise à son accord pour la reconnaissance de l'Etat d'Israël à Casablanca était l'arrêt de tout soutien de l'Irak aux troupes chrétiennes libanaises du général Aoun. Le Liban va continuer à brûler de la guerre. La "pax americana" n'a pas fini de semer l'horreur pour imposer son emprise sur tous les pays de la région.

Leur "paix" est un mensonge. Les préparatifs affairés des diplomates de ce monde n'engendrent que la guerre. Plus le devant de la scène est occupé par la "détente" et les "grandes causes humanitaires", plus le face à face se tend en coulisse.

DN (26.05.89)

Lisez la Revue Internationale No 57

LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME

.Bilan économique des années 80
L'AGONIE BARBARE DU CAPITALISME DECADENT

.Venezuela
LA BOURGEOISIE MASSACRE

.Mars 1919
LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

.Polémique (GPI-Mexique : débat avec le BIPR)
CONSCIENCE DE CLASSE ET PARTI.

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1 1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031 STOCKHOLM SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
France : 100F ; Etranger : 100F ; Par Avion : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la Revue
Internationale :
France : 75F ; Etranger : 75F ; Par Avion : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
France : 170F ; Etranger : 170F ; Par Avion : 210F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal à :

R.I. CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI :
abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale :
abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
15F + 3F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F pour frais d'envoi
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE :
Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
SUR LA REVOLUTION Russe
15F + 3F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "R.I." ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

Nantes (RP mai) : Masson : 50f

Paris (RP mai) :
Pa. : 500f ; B : 500f ; FG : 10f ; M : 10f

Tours (permanence avril) :
Mallers : 100f ; Lau : 30f ; SB : 50f ; EB : 10f

TOTAL : 1260F.
TOTAL 1989 : 10 298,50f.

MAI 68 ET LA QUESTION DE LA REVOLUTION

Nous saluons la parution du livre "Mai 68 et la question de la révolution", signé P. Hempel.

Alors que vingt ans après mai 68, la bourgeoisie a célébré à sa manière et a dénaturé ces événements en les présentant notamment comme la révolte d'une jeunesse estudiantine rejetant "la société de consommation", ce livre fait clairement ressortir ce qu'a été mai 68 en réalité : la plus grande grève de l'histoire et ce qu'elle représente : la première expression du ressurgissement des luttes prolétaires qui n'ont cessé de se développer depuis vingt ans à l'échelle internationale.

Riche d'enseignements, ce livre résolument militant fait en particulier le lien -et ce n'est pas son moindre intérêt- entre ce ressurgissement de la classe ouvrière qui marque la fin d'une longue période de contre-révolution et celui de ses organisations révolutionnaires.

Nous en recommandons vivement la lecture à tous nos abonnés et contacts. Le livre est directement disponible sur demande en écrivant à notre boîte postale au prix de 70F (60F + 10F de port)

LIBRAIRIES

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

- ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.
- BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
."Mimesis", 58 rue de Grassis.
."Machine à Lire", 13 rue de la Devise.
- BREST : "Graphitis", place St Louis.
- CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3 rue de l'Ente.
.Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras
.Maison de la Presse, place de Jaude
- DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34 rue Poincaré.
- LA ROCHE/YON : "Le Chiquito", 83 Bd Maréchal Leclerc
- LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
.Maison de la Presse, place de la Trémoille
- LE HAVRE : "Presse des Halles",
27 place des Halles Centrales
- LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
."Centre Culturel Libertaire", 1-2 rue du Péage,
Métro Fives
- LYON : "La Gryphe", 5 rue Sébastien Gryphe (7e)
- MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006
.Maison de la Presse, 1 chemin de la
Gavotte. 13005
.Maison de la Presse, , rue Lamartine,
13500 Martigues
.Maison de la Presse, , quai Stalingrad,
13 La Ciotat
- MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle
- MONTAUBAN : Maison de la Presse,
rue de la République
- METZ : "Géronimo", 31 rue du Pont des Morts
- MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
- MONTROUGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux
- NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur
."Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest
- NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
- ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame
de la Délivrance
- PARIS : "J. Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75015)
."Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
- TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
."Le Vulcain", quai Stalingrad
83 La Seyne sur Mer
- TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
."FNAC", 1 bis place Occitane
."Les Arcades, place du Capitole

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés :
ISSN 0336 464 X

UNE AGGRAVATION DE LA MISERE OUVRIERE

■ Dans tous les pays, la misère au niveau du logement s'aggrave sans pitié et gangrène de plus en plus les grandes villes des pays les plus industrialisés.

Et c'est dans le pays le plus "prospère" d'Europe occidentale que cette crise du logement prend aujourd'hui un caractère catastrophique. Ainsi, en RFA, plus d'un million de personnes souffrent d'une façon aiguë de cette misère. 700.000 doivent patienter dans des logements trop petits, invivables. 200.000 vivent dans des logements de transit : gymnases, containers, baraquements, caravanes et même péniches. 100.000 sont sans abri. A Cologne, d'après les données du service de la ville, il y a un manque de 20.000 logements. A Francfort, 10.000 personnes attendent un logement en urgence. A Munich, la ville n° 1 pour la pénurie de logements, des familles entières s'entassent dans 14 m² dans des grands immeubles et doivent payer 1100 DM par mois (environ 3700FF). Et en 1987, il vient d'y avoir un nouveau record vers le bas pour la construction de logements depuis la création de la République Fédérale (217.000 nouvelles constructions seulement selon les statistiques du ministère).

CETTE MISERE EST MONDIALE

Ce phénomène de paupérisation croissante de la classe ouvrière est international. Ainsi les loyers à Paris ont doublé en l'espace de 3 ans à la suite de la libération des prix. Ainsi, dans le bloc de l'Est (un exemple typique, c'est Budapest) les logements sont toujours plus rares et plus chers. Et aux USA, pays le plus riche du monde, 3 millions de personnes sont sans abri : 2 fois plus que lors de l'entrée en fonction de Reagan, il y a 8 ans. Les prix des loyers ont grimpé durant cette période de 43% ; 1,3 millions de logements peu coûteux ont disparu du marché. Pour la seule ville de New York, 50.000 habitations sont totalement délabrées et 80.000 hommes, femmes et enfants n'ont pas de toit. L'Institut de Technologie du Massachusetts prévoit même que d'ici l'an 2003, il y aura aux USA 19 millions de sans-logis.

Non seulement cette crise du logement entraîne une misère insupportable au niveau des conditions d'habitation, mais aussi au niveau de tous les autres aspects des conditions de vie des ouvriers. Celui qui doit dépenser plus de la moitié de son salaire net pour payer son loyer -c'est le cas d'un habitant de Munich sur trois avec un revenu mensuel par famille de moins de 1500 DM (soit environ 5100 FF)- vit déjà au dessous du seuil de pauvreté.

Des dizaines de milliers d'ouvriers américains ont dû vendre dans les dix dernières années leur voiture pour pouvoir payer leur loyer. De même que beaucoup d'entre eux ont vendu leur maison pour pouvoir garder leur voiture. Car sans voiture on ne peut pas trouver un nouveau travail, ni même le conserver, les moyens de transports publics dans les villes américaines étant déplorables.

Une telle situation ne révèle qu'une seule réalité : plus le capitalisme s'enfoncé dans une crise sans issue et plus il est incapable, à l'Est comme à l'Ouest de donner à ses esclaves salariés un simple toit.

LA PENURIE DE LOGEMENTS EST UNE MANIFESTATION DE LA CRISE DU CAPITALISME DECADENT

La misère au niveau du logement n'est pas un phénomène exceptionnel; c'est une des manifestations actuelles de la crise du capitalisme décadent.

La classe bourgeoise en général doute de plus en plus de l'avenir et hésite devant les investissements à long terme. Comme toujours en temps de crise les profits les plus grands, les plus rapides ne viennent pas du processus de production mais des spéculations de toutes sortes. Déjà au siècle dernier la spéculation foncière existait dans les grandes villes. Mais aujourd'hui, face à l'impasse dans laquelle est de plus en plus acculé le système capitaliste, face à la difficulté croissante pour la bourgeoisie à écouler la production industrielle sur

un marché mondial de plus en plus saturé, cette spéculation foncière prend la forme d'une véritable fuite en avant.

C'est cette spéculation qui est la principale responsable de la spirale folle des prix des loyers. Ainsi en RFA, un grand nombre d'immeubles ont été vendus en l'espace d'une dizaine d'années, au moins trois ou quatre fois, et toujours à des prix plus élevés, avec des grands avantages fiscaux et la plupart du temps avec comme résultat des hausses de loyers gigantesques. Et par exemple, à Londres, sous la poussée de la fièvre spéculative boursière, un quartier après l'autre du centre de cette gigantesque métropole est acheté morceau après morceau par les spéculateurs de toutes sortes. Les locataires, incapables d'acheter un logement ni de payer un loyer de plus en plus élevé, sont chassés sans vergogne.

Cette fièvre spéculative ne fait que traduire un phénomène typique à la décadence capitaliste : l'énorme gonflement des secteurs improductifs, parasitaires. Les "parasites" poussent comme des champignons : spéculateurs boursiers, "nouveaux maffiosis", "Yuppies"...

Alors qu'on ne peut plus cacher aujourd'hui la misère qui existe au niveau du logement, les apologistes du système capitaliste tentent de lui donner encore une apparence de progrès social en établissant une comparaison positive entre les programmes de construction d'aujourd'hui (de même que les rénovations des vieilles maisons), modernes et respectueux de l'hygiène sociale d'avec les logements du 19ème siècle, surpeuplés, insalubres et indignes d'être humains. Le capitalisme sénile actuel qui ne peut plus contribuer au développement à travers la construction de logement essaie de masquer sa faillite en comparant les "progrès" d'aujourd'hui avec les brutalités qui ont caractérisé sa jeunesse au siècle dernier.

Toute autre est la réalité : c'est précisément au XXème siècle que le capitalisme a montré que la perpétuation de son existence n'est plus compatible avec le développement de la société humaine et qu'il n'est plus capable de satisfaire les besoins les plus élémentaires de la classe ouvrière

Les plus hauts moments dans la construction des logements se sont achevés au siècle dernier. Pendant la révolution industrielle, le capitalisme a créé en très peu d'années des capacités de logements immenses pour des millions de travailleurs dans les grandes villes comme Berlin, Paris, New York, Chicago. Alors qu'au 19ème siècle, plus de 80% de la population d'Europe occidentale habite encore dans les campagnes, à la fin de ce siècle, 90% de la population des pays industrialisés du vieux continent vivent à la ville.

Il suffit seulement de comparer ce phénomène avec l'incapacité actuelle des pays soi-disant "en développement", comme le Brésil ou le Mexique à mettre à profit l'exode rural pour construire des logements dans les grandes villes. C'est cette incapacité qui explique qu'actuellement des millions d'êtres humains sont condamnés à vivre sur des montagnes de poubelles !

La réalité de ce siècle "progressiste", c'est que le capitalisme a détruit, dans la vieille Europe, au cours des deux guerres mondiales, presque autant de capacités de logements qu'il n'en a construites. Les capacités de construction de logements du capitalisme aujourd'hui sont tellement faibles qu'elles font partie à part entière du processus du ralentissement des forces productives. Pour donner un exemple, déjà dans les années 60, la compagnie Volvo en Suède a été obligée de renoncer au projet de construction d'une 2ème usine à Göteborg car il n'existait pas là bas une capacité de logements suffisante pour loger la force de travail supplémentaire nécessaire. Aujourd'hui, la misère au niveau du logement est devenue un facteur important dans la restriction de la mobilité du marché du travail alors que celle-ci est absolument vitale pour l'économie capitaliste. Ainsi, des dizaines de milliers de forces de travail qualifiées pour le secteur du commerce et des finances n'ont pas pu déme-

nager du nord de l'Angleterre et de l'Ecosse (régions où règne pourtant le chômage de masse) à Londres pour occuper les postes disponibles, ceci en raison de l'incapacité de se loger dans la capitale.

LA QUESTION DU LOGEMENT ET LA CLASSE OUVRIERE

Ainsi, il est devenu de plus en plus clair que le capitalisme est en train de plonger l'humanité dans la pire misère au niveau des conditions de logement de toute l'histoire. L'expression la plus évidente, ce sont les bidonvilles absolument horribles des villes comme Rio de Janeiro, Mexico, Calcutta ou Lagos : favellas des grandes villes du "tiers monde" issues du sous-développement et de la fuite massive des campagnes. Et, dans les pays industrialisés, ni l'abolition de la rente foncière privée par le capitalisme d'Etat à l'Est, ni les interventions du Welfare State à l'Ouest n'ont été capable de stopper la marche en avant de la misère au niveau du logement.

Incapables de continuer à cacher la faillite du système capitaliste, les médias bourgeois sont obligés d'admettre aujourd'hui l'existence d'une telle paupérisation. Mais une telle situation n'est pas sans danger pour la classe dominante. De même que l'augmentation des prix des biens de première nécessité dans les pays sous-développés, la spirale folle de l'augmentation des prix des logements dans les pays industrialisés est un élément supplémentaire de dynamite sociale qui peut amener à une radicalisation de la classe ouvrière. Et cela est d'autant plus vrai que beaucoup d'ouvriers actuellement sont obligés de payer jusqu'à la moitié de leur salaire net pour pouvoir se loger.

La très grande importance de la question du logement pour la classe ouvrière consiste dans le fait qu'elle concrétise d'une manière vraiment aiguë la décadence et la décomposition du système capitaliste. La misère au niveau du logement est une raison supplémentaire pour que la classe ouvrière développe ses luttes contre le capitalisme à la vraie source de ce système d'exploitation, jusqu'à l'abolition de la société de classe et de toutes ses conséquences barbares qui menacent l'humanité. L'abolition de cette misère qui ne peut être qu'une tâche de la révolution prolétarienne montre à sa façon l'échelle gigantesque de cette tâche. L'enjeu n'est pas seulement d'abolir l'Etat, mais aussi de surmonter toutes les caractéristiques de la société de classe.

(D'après Weltrevolution n°35, mars 1989)

LISEZ



Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.
- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.
- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.
- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.